Zone euro : la crise financière est de retour…

27/09/2010 à 10h00
Par ***Dr. Eberhardt Unger***

Depuis plusieurs semaines la crise autour des finances publiques des pays périphériques de la zone euro semblait s'être apaisée. Les promesses d'économie des gouvernements, les plans pour réduire les déficits publics, les achats d'obligations d'État par la BCE, les recettes fiscales plus élevées grâce à la reprise économique et autres, tout cela semblait assurer un retour aux critères de stabilité de Maastricht.

Mais maintenant, un fort vent contraire nous arrive de ces pays (Grèce, Portugal, Irlande, Espagne, Italie). Dans le même temps, les écarts de taux par rapport à la référence des taux à 10 ans de la Bundesanleihen (« *bunds*«) se sont de nouveau accrus. C'est seulement entre la France (OAT à 10 ans à 2,72%) et l'Allemagne (*bunds* à 10 ans à 2,35%) où les rendements sont historiquement très bas que les écarts de taux (*spreads*) sont faibles.

Les marchés financiers sont confrontés à des évolutions qui sapent tout espoir de retour des finances publiques à l'équilibre. En Grèce (taux du déficit 2009 = 13,7% ; 2010 = 8,1% du PIB), les manifestations et les grèves contre les plans d'austérité du gouvernement continuent, et pourtant le service de la dette ne fera que s'alourdir (voir graphique).

> ***Le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, recommande d'exclure temporairement des décisions politiques, les pays de la zone euro qui ne seraient pas en mesure d'atteindre les critères de stabilité de Maastricht. Ainsi, il devient fort***

> ***possible que le plan de sauvetage européen de 750 milliards d'euros soit utilisé, dans un très proche avenir, pour sortir de la misère quelques pays de la périphérie de la zone euro.***

En Espagne, le gouvernement promet qu'il n'y aura plus de plans d'austérité. L'Anglo Irish Bank, établissement nationalisé, doit être démantelé pour éviter un effondrement imminent. Le Portugal espère toujours réduire son taux d'endettement de 9,4% en 2009 à 7,3% en 2010 et à 3% en 2012, alors même que le nouveau budget est en passe de ne pas être voté par le Parlement.

En France, l'opposition recrute en promettant de revenir aux 60 ans pour le départ à la retraite, en cas de victoire aux prochaines élections. Dans toute la zone euro, seuls le Luxembourg et la Finlande affichent un meilleur taux d'endettement que l'Allemagne, bien que l'Allemagne soit encore loin de satisfaire aux deux critères de stabilité (3% et 60% du PIB). Le ministre des Finances allemand veut éviter, par tous les moyens, que ses mesures d'austérité soient remises en cause par des demandes de nouvelles dépenses souhaitées par ses collègues.

Conclusion : la crise de l'endettement autour des budgets publics dans la zone euro est loin d'être terminée et elle apparaît, maintenant, encore plus clairement. L'espoir d'une réduction de la dette dans un temps prévisible n'est que pure illusion. Les *bunds* ou les OAT ne sont pas une « *valeur sûre* » pour l'investisseur. Nous n'assisterons peut-être pas à une remontée brutale des taux, mais peut-être, à une montée continue et durable de ces derniers.

Money Week